

Fiscalité : un répit pour les frontaliers

Le nouveau régime fiscal qui attend les travailleurs frontaliers mariés continue à causer des sueurs froides. L'Association luxembourgeoise des employés de banque et assurance (ALEBA) a annoncé avoir pu calmer le jeu. Les travailleurs concernés avaient en effet été appelés à communiquer avant le 31 octobre quel régime fiscal ils souhaitent se voir appliquer à partir de 2018. Le choix est a priori simple : accepter le taux proposé par l'administration des Contributions directes (ACD) ou demander un nouveau calcul du taux proposé.

Hier, l'ALEBA a annoncé que ses échanges avec l'ACD avaient porté leurs fruits. «Toute demande sera prise en considération, même si elle est déposée après le 31 octobre», s'est vu assurer le syndicat. Il s'agit d'un répit supplémentaire, notamment pour les travailleurs qui n'ont pas encore reçu le courrier avec la proposition de leur nouveau taux d'imposition.

Dès mardi, le LCGB avait mis en garde contre des taux «nettement sous-estimés» et également critiqué la date limite.

SANTÉ

Cannabis : un nouvel élan

Les députés libéraux Max Hahn et Claude Lamberty ont relancé la ministre de la Santé, Lydia Mutsch, sur une légalisation du cannabis pour raisons thérapeutiques. Un nombre croissant de pays choisit cette option, détaillent les deux élus dans une question parlementaire. La réponse sera attendue de pied ferme.

ADEM

Encore trop peu de placeurs?

Selon le député Marc Baum (déi Lénk), un placeur de l'Adem doit s'occuper en moyenne de 271 demandeurs d'emploi. Cette moyenne était de 285 demandeurs d'emploi en 2013, avant le recrutement de nouveaux placeurs. Le ministre de l'Emploi est prié de livrer des explications.

Police et armée font front commun

Le Conseil des délégués du syndicat commun SPFP a permis à la police et à l'armée d'afficher leur unité infaillible. De nombreux défis existent.

Le Syndicat professionnel de la force publique (SPFP) a envoyé hier soir un message clair à la politique. Il n'est pas question de continuer à diviser les deux corps. En ces temps de menace terroriste, il serait plus que jamais nécessaire de rendre à nouveau les carrières de policier et de soldat plus attractives. Bien des incohérences existent encore cependant.

De notre journaliste
David Marques

Ces derniers mois et ces dernières années, la police aussi bien que l'armée font face à de nombreux changements. Deux réformes majeures sont en effet en cours, qui vont bien au-delà d'une nouvelle identité visuelle. Les défis, mais également les incohérences, ne manquent pas et les responsables syndicaux du SPFP l'ont bien rappelé hier

soir, au centre Prince-Henri, à Walferdange.

Pour imposer leurs revendications, police et armée ont décidé de faire front commun. «Notre objectif est de renforcer à nouveau l'unité entre les deux corps. On s'est quelque peu éloignés les uns des autres ces dernières années et on ne dispose plus de la même valeur aux yeux de la politique. Cela va changer», a clamé Christian Schleck, vice-président du SPFP et président du Syndicat professionnel de l'armée luxembourgeoise (SPAL).

Le gouvernement visé

«Les interactions qui existent depuis toujours doivent être maintenues. On ne va pas permettre une division», a complété Pascal Ricquier, président sortant du

SPFP et président du Syndicat national de la police grand-ducale (SNPGL).

Les deux syndicalistes ont tiré à boulets rouges en direction du ministre de la Sécurité intérieure, Étienne Schneider, de sa secrétaire d'État, Francine Closener, mais aussi du ministre de la Fonction publique, Dan Kersch. De multiples appels ont été lancés aux députés présents pour qu'ils restent à l'écoute des doléances du syndicat de la force publique. Aussi bien les représentants du personnel de l'armée que de la police se sont dits prêts à agir ensemble pour assurer la sécurité des citoyens du pays. «Il ne faut pas fermer les yeux et se sentir trop sûr sur notre île qu'est le Luxembourg», met en garde Christian Schleck. «On lutte contre un ennemi invisible. Il faut trouver une solution pour lutter dans

cette guerre moderne que représente le terrorisme», ajoute Pascal Ricquier. Pour être prêt le jour J, et aussi assurer toutes les autres missions qui leur incombent, les policiers et les soldats ne demandent rien d'autre que des moyens suffisants, mis à leur disposition par le camp politique. Le problème le plus récurrent reste le recrutement.

Le recrutement à revoir

Le SPFP compte soumettre toute une série de propositions à son ministre de tutelle pour rendre les carrières au sein de la police et de l'armée plus attractives. «On a à nouveau besoin de plus de débouchés attrayants à l'issue du service militaire. Mettre fin aux carrières prioritaires, réservées aux soldats sortants, a été une erreur majeure de la politique», dénonce Christian Schleck. Le président Pascal Ricquier a, lui, fait un pas de plus en revendiquant une section spécialisée dans les lycées pour préparer les élèves à leur service militaire ou à leur carrière de policier.

En attendant, des tensions continuent d'exister en ce qui concerne la mise en œuvre des réformes de l'armée et de la police. Dans ce contexte, le projet de loi sur le statut disciplinaire reste un chantier majeur. Pascal Ricquier a une nouvelle fois dénoncé les «saloperies» que contient ce texte. Le SPFP ne compte pas rompre sur ces points. Il en va de même pour les logements de service, le traitement des stagiaires ou la gestion des heures supplémentaires. La fin de législature s'annonce chaude pour les ministres visés et plus particulièrement pour Étienne Schneider, qui a face à lui un camp syndical plus uni que jamais.



Photo : archives la

«Il ne faut pas fermer les yeux et se sentir trop sûr sur notre île qu'est le Luxembourg», met en garde Christian Schleck. «On lutte contre un ennemi invisible (...) dans cette guerre moderne que représente le terrorisme.»

Schleck prend la présidence

Conformément au principe de la tournante, Christian Schleck, le vice-président sortant, a pris hier soir la présidence du SPFP. Le président sortant, Pascal Ricquier, occupera pour les douze mois à venir le poste de vice-président. Le SPFP représente plus de 3 000 membres de la force publique.

Un Trévirois à la tête du LIH

Le Dr Ulf Nehrbass, originaire de Trèves, a pris les commandes du Luxembourg Institute of Health le 1^{er} octobre.

La présentation officielle du nouveau directeur général du LIH s'est tenue hier en présence de la ministre de la Santé, Lydia Mutsch, et du ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Marc Hansen. En effet, le LIH, un établissement public, est placé sous une double tutelle ministérielle.

S'il est né dans la ville frontalière de Trèves, le Dr Ulf Nehrbass a sacrément bourlingué au cours de sa carrière. Après des études de biochimie à Tübingen, en Allemagne, et à Cambridge, au Royaume-Uni, il obtient un doctorat à l'European Molecular Biology Laboratory de Heidelberg, en Allemagne, en 1992. Il a ensuite exercé des fonctions au sein du laboratoire d'un futur prix Nobel, le Pr Günter Blobel, à l'université Rockefeller de New York. Et le CV impressionnant du nouveau patron du LIH ne s'arrête pas en si bon chemin. En effet, le Dr Nehrbass rejoint, en 1998, l'Institut Pasteur à

Paris, en tant que directeur de recherche, en vue de monter son propre laboratoire de recherche.

En 2017, une dotation de 30,6 millions d'euros

Six ans plus tard, il est promu fondateur et directeur général et scientifique du tout nouvel Institut Pasteur de Corée, spécialisé dans la recherche sur les maladies infectieuses et le cancer. De retour en Europe, le médecin globe-trotteur met en place un institut franco-allemand avec la même philosophie. En 2013, il devient fondateur, PDG et directeur scientifique d'un centre de recherche translationnelle franco-allemand, le Kslink de Strasbourg, dont la vocation est de proposer des approches thérapeutiques innovantes.

Par le biais du recrutement du Dr Nehrbass, le LIH adoptera une approche translationnelle cohérente

et intégrative, répondant aux besoins encore non satisfaits des patients dans un cycle allant du lit du patient au laboratoire et inversement. «Les chercheurs et cliniciens luxembourgeois travaillent déjà dans cette optique et le Luxembourg est idéalement positionné pour montrer cette voie», a estimé la ministre de la Santé. De son côté, le ministre Marc Hansen a souligné que «le développement du LIH est positif depuis sa création en 2015» et que «le LIH bénéficie d'une dotation d'environ 30,6 millions d'euros pour 2017.» Enfin, le principal concerné, le Dr Nehrbass, a déclaré : «Dans cinq ans, le LIH et les institutions du pays devraient être en bonne voie pour guider la médecine translationnelle axée sur le patient et les soins de santé de nouvelle génération, au niveau européen.» Ça promet!

Claude Damiani



Photo : hervé montagu

Le Dr Ulf Nehrbass est passé par l'Institut Pasteur.